

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 25/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KUHN - HUARD**

2 rue du Québec  
Zone Horizon  
44110 Châteaubriant

Références : N5-2026-0391  
Code AIOT : 0006301454

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement KUHN - HUARD implanté 2 rue du Québec Zone Horizon 44110 Châteaubriant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de la visite est le risque de prolifération et dispersion de légionelles lié à l'exploitation d'une installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air (tour aéro-réfrigérante).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUHN - HUARD
- 2 rue du Québec Zone Horizon 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006301454

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

KUHN HUARD, appartenant au groupe BUCHER, est spécialisé dans le développement, la commercialisation et la production de machines agricoles dédiées au labour, au déchaumage et au semi.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
6	Procédures de gestion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.b et c	Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.c	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Analyse de légionelle après redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.c	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/01/2025, article I.2.1.1.	Sans objet
4	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b	Sans objet
5	Contrôle inopiné 2023	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.f	Sans objet
8	Stratégie de	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	traitement	article Annexe 1 : 3.7.I.2.b	
11	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.V.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2025, article I.2.1.1.				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :	1 tour aéro-réfrigérante	910 kW	DC
	1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :			

	b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW			
--	--	--	--	--

#### Constats :

L'AMR mise à jour en novembre 2025 cite une TAR de 910 kW. L'exploitant confirme que la situation n'a pas changé. Il informe qu'il a pour projet, au plus tard à l'automne 2026, de changer la TAR par un système adiabatique.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La suppression de la TAR constitue une cessation de l'activité classée au titre de la rubrique 2921, selon l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. L'activité étant soumise à déclaration, les dispositions des articles R.512-66-1 et R.512-66-2 du même code doivent être mises en œuvre (rubrique non soumise à ATTES-SECUR).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Formation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

#### Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...], sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.[...]

#### Constats :

<p>Les attestations de formation de 13 personnes ont été transmises en amont de l'inspection, pour les dates suivantes : 17/04/2023, 18/09/2023 et 27/03/2025.</p> <p>Les attestations de formation des personnels Kuhn-Huard concernent 3,5h de formation et les thématiques de formation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervenir sur ou à proximité d'une tour aéroréfrigérante en se préservant du risque légionelle ;</li> <li>- ou Module 1 - Sensibilisation au risque légionelle sur tour aéroréfrigérante.</li> </ul> <p>Les attestations 2025 concernent une formation de 7h pour le personnel du traiteur d'eau.</p> <p>Deux personnes, dont une personne toujours présente en heures ouvrées, ont en charge le suivi administratif de la TAR, le responsable maintenance et son adjoint (l'un étant également toujours présent en heures ouvrées) ayant en charge le suivi technique. Les autres personnels de maintenance sont également susceptibles d'intervenir sur la TAR. Une désignation et une note d'organisation ont été rédigées à l'installation de la TAR mais non présentées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie que le contenu de la formation de 3,5h dispensé à son personnel en charge de la gestion de la TAR est conforme aux dispositions réglementaires.</p> <p>Il transmet la désignation de ces personnels et la note d'organisation associée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Analyse Méthodique des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.1.1.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau</p>

<p>dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'AMR - version de novembre 2025 a été transmise par l'exploitant en amont de l'inspection et amène les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'installation est bien décrite ;</li> <li>- les points critiques sont évoqués page 20 mais non clairement décrits. Ils sont en revanche repris dans le document de stratégie de traitement de mai 2021 ;</li> <li>- la théorie de l'analyse et cotation des risques est décrite mais non mise en œuvre ;</li> <li>- les modalités de fonctionnement de la TAR méritent d'être précisées (plus d'arrêt hivernal, un seul arrêt estival pour nettoyage).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>D'ici le remplacement de la TAR par un système adiabatique, l'exploitant doit disposer d'une AMR à jour permettant d'identifier les facteurs de risque de l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophilla*

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.[...]</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>

<b>Constats :</b>  GIDAF a été consulté sur la période mars 2023-février 2026 concernant les déclarations des résultats d'analyses légionelles ; quelques déclarations tardives sont relevées notamment en 2023, moins depuis. Il est rappelé la nécessité de déclaration des résultats dans le mois suivant l'analyse. Aucun résultat non conforme n'est relevé. La fréquence réglementaire d'analyse est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Contrôle inopiné 2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.f
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné de juillet 2023
<b>Prescription contrôlée :</b>  f) Prélèvements et analyses supplémentaires :L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités définies au point b.Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception.L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a diligenté en 2023 un contrôle inopiné légionelles sur le site. Le prélèvement et l'analyse, réalisés le 19 et 20 juillet 2023 par un autre laboratoire que celui habituellement missionné par l'exploitant, montrent un résultat conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Procédures de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.b et c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;</li> <li>- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :</li> <li>- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;</li> <li>- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage</li> </ul>



<p>non prévisible) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;</li> <li>- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;- autres cas de figure propre à l'installation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>5 procédures de gestion ont été présentées, renvoyant également à 5 protocoles du traiteur d'eau. La procédure d'arrêt/redémarrage n'a pas été mise à jour suite à la suppression de l'arrêt hivernal.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les procédures sont maintenues à jour dans l'attente du remplacement de la TAR par un système adiabatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Plan de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.1.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'AMR page 20 comprend un point 7.4. Paramètres physico-chimiques ; en complément l'exploitant a transmis le tableau "Fiche suivi paramètres" du 20/01/2020. Y sont définies les valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action en fonction des paramètres considérés, ainsi que les actions à mener. Ce plan de surveillance est à mettre en cohérence avec l'AMR, et à mettre à jour (suppression du Ferrofos, de l'eau de forage notamment).</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant dispose d'un plan de surveillance adapté et à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.[...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La stratégie de traitement est visée au 5.4. de l'AMR 2025, et reprise dans un document de mai 2021. L'exploitant indique que cette stratégie est encore mise en œuvre à ce jour :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- antitartre/anticorrosion injecté via pompe doseuse - 120 g/m3 d'eau d'appoint ;</li> <li>- biodispersant injecté via pompe doseuse - 10 g/m3 d'eau d'appoint ;</li> <li>- biocide non oxydant en discontinu, 100 g/m3 de volume de circuit par injection chronométrique par horloge les mardis et vendredis de 10h à 10h30, blocage purge pendant 1h30.</li> </ul> <p>La stratégie de traitement est bien justifiée, et notamment l'utilisation d'un biocide non oxydant en préventif.</p> <p>Les produits cités sont bien présents dans le local d'injection des produits et dans la zone de stockage.</p> <p>Le réapprovisionnement des produits est effectué par le personnel de maintenance qui effectue un passage quotidien dans le local d'injection des produits. En dessous d'un certain seuil du stock paramétré dans le logiciel de suivi du site, une commande de produit est déclenchée automatiquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Nettoyage annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.[...]</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier nettoyage annuel a eu lieu le 21/08/2025.</p> <p>De même que la stratégie de traitement qui identifie ces mêmes facteurs de risques, le rapport du prestataire fait état de corrosion avancée et d'une vétusté de l'installation datant de 2009. A noter les dispositions du 3.7.I.2 de l'arrêté ministériel relatives à l'entretien préventif de l'installation : "L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement."</p> <p>L'exploitant indique que c'est pour ces raisons qu'il engage le changement de TAR sur l'été ou automne 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournit les justificatifs d'engagement du changement de la TAR par un système adiabatique, ainsi qu'un calendrier de réalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Analyse de légionelle après redémarrage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de réalisation de l'analyse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriers électroniques du 28/04/2022 puis 31/03/2023, l'inspection des installations classées avait rappelé à l'exploitant la nécessité, après arrêt prolongé, d'une analyse dans le délai de 48h à 1 semaine après redémarrage.</p> <p>Pour les périodes d'arrêt suivants mentionnées dans les bilans TAR 2023-2024, et pour l'année 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arrêt estival avec reprise le 23/08, analyse le 30/08/23 : délai conforme ;</li> <li>- 2024 : remise en service le 23 août mais analyse seulement le 3 septembre : délai non conforme ;</li> <li>- 2025 : redémarrage le 26/08/2025 et analyse le 02/09/2025 : délai conforme.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que l'arrêt hivernal de la TAR a été supprimé sur les dernières années, jugé inutile et générant des difficultés d'organisation pour déclencher l'analyse de légionelles dans le délai maximal requis après redémarrage.</p> <p>L'interface GMAO a été consultée au local maintenance pour ce qui concerne les interventions sur la TAR. Un arrêt complet d'une journée de la TAR le 05/10/2025 y est enregistré, le redémarrage n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de légionelles à suivre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En cas d'arrêt et redémarrage d'ici le changement de la TAR par un système adiabatique, l'exploitant veille au respect du délai réglementaire pour l'analyse de légionelles.</p> <p>Concernant l'arrêt du 05/10/2025, l'exploitant se positionne, en référence aux définitions des types d'arrêt reprises au point 1.9. de l'arrêté ministériel, sur la nécessité ou non d'une analyse légionelles après redémarrage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Bilan annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.V.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilans annuels 2022, 2023, 2024

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.

Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

**Constats :**

Les bilans TAR 2022, 2023, 2024 ont été transmis et consultés ; outre les remarques formulées sur le délai d'analyse légionelles après le redémarrage de la TAR (voir constat précédent), ceux-ci n'amènent pas d'observation particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite